

## **Les fonctionnaires tiendront ce matin un important meeting**

Ce matin, le cartel des fonctionnaires et des services publics se réunira en un important meeting pour l'examen des questions vitales du moment. Personne ne l'ignore, le sort des fonctionnaires est misérable, et tous les moyens sont bons pour briser leurs initiatives, exaspérer leurs bonnes volontés et les réduire à la famine. Depuis des années, les divers gouvernements qui se sont succédé ont oublié de s'occuper d'eux.

Si l'administration en France prête à des critiques, lenteur ou indifférence, c'est aux trusts qu'on le doit, car ce sont les trusts qui font pression pour affamer les fonctionnaires au profit de leurs capitaux.

On oublie trop qu'un cheminot gagne 2600 francs par mois (indemnités comprises) avec toutes les fatigues que comporte ce métier, qu'un commis au Trésor gagne 2519 francs par mois, et qu'un stagiaire du Trésor, recruté par concours, et obligatoirement bachelier, en gagne 3020. Ces salaires de famine sont indignes d'un grand pays, d'autant qu'une dactylo aux transports gagne 4800 francs par mois, un garçon d'écurie 4346.

Le but de ce meeting, c'est de mettre fin à cette scandaleuse situation. Le but de ce meeting c'est de montrer les intrigues des trusts auprès du gouvernement : en effet, si l'État augmentait les fonctionnaires, les entreprises privées seraient obligées d'augmenter leurs employés. Car, si les transports par exemple payent bien les garçons d'écurie, c'est parce qu'il n'y en a que dix à Marseille. Par contre, les travailleurs des blanchisseries du Rhône qui ne sont pas encore organisés fortement se trouvent acculés à la famine par ce même patronat des Transports, qui donne aux blanchisseuses 1300 francs par mois.

Les conditions sociales des fonctionnaires doivent être également améliorées. Celles des jeunes recrues sont désastreuses : arrivées à Marseille, elles ne trouvent pas de logement, et l'administration ne s'en occupe pas. D'où nécessité absolue de réquisitionner des chambres pour les fonctionnaires. C'est ainsi qu'un jeune commis des Postes s'est vu forcé de payer une chambre 150 francs par nuit. De même pour les restaurants : grâce à la Fédération Postale, les P.T.T. en ont un. Mais les autres fonctionnaires n'ont rien. Cela aussi doit être changé. La question des femmes sera également mise au point. Le congrès des P.T.T. s'est rangé à l'avis de l'une de ses militantes de la clandestinité, Line Ceccaldi, pour protester contre l'odieuse politique du travail au rabais. Jusqu'ici, les patrons et les administrateurs employaient les femmes aux mêmes travaux que les hommes, mais sous des appellations différentes et à des salaires naturellement beaucoup plus bas. Cette misérable exploitation des femmes doit immédiatement cesser. Nous connaissons l'attitude arbitraire du gouvernement qui n'accorde qu'aux fonctionnaires parisiens les mille francs d'indemnités de libération. Pourquoi ? En Provence, les fonctionnaires ont subi les mêmes souffrances qu'à Paris et ont droit par conséquent aux mêmes indemnités. D'autre part, la lenteur et la mauvaise volonté au sujet de l'augmentation des appointements est exaspérante, et met à rude épreuve la patience des fonctionnaires qui veulent travailler dans l'ordre mais qui ont le droit aussi de vivre mieux que misérablement.

Voilà pourquoi, comme nous l'a dit Tancrede, secrétaire de la Fédération Postale, ce meeting sera de la plus grande importance. Il y sera réclamé sans délai, avant le 1<sup>er</sup> janvier, une amélioration sensible des traitements, provisoirement sous forme d'indemnités, avec répercussion immédiate sur les pensions. Cette première mesure doit préparer l'étude d'un programme plus vaste, pour opérer le reclassement hiérarchique de tous les fonctionnaires dans l'échelle sociale en l'intégrant dans le budget de 1945.

Par conséquent, ce meeting montrera à toute la France que les fonctionnaires en ont assez des promesses vagues, des paroles creuses. Ils veulent vivre comme des hommes et non comme des mendiants. Ils veulent produire, pour la guerre, produire le plus possible, mais emploieront les

moyens les plus énergiques pour que soient reconnus et sans délai, leurs droits les plus justes : car, il ne faut pas oublier que le cartel des fonctionnaires représente tous ceux de l'enseignement, finances, Trésor, chemins de fer, contrôle des prix, municipaux, douanes : c'est-à-dire ceux qui prennent une part importante à l'activité du pays, et qui doivent obtenir du gouvernement les améliorations modestes et nécessaires qu'ils demandent.

Ainsi, ce grand meeting montrera à toute la France que les fonctionnaires veulent travailler et resserrer les liens entre le gouvernement et le peuple, liens qui ne sont possibles que si le gouvernement applique le programme de la Résistance, issue de tous les rangs du pays : faire rendre gorge aux trusts et payer comme il convient ceux qui toujours, et avec le plus grand dévouement, ont milité dans l'illégalité et travailler pour l'État, c'est-à-dire pour la nation.

BES

Article paru dans *Rouge-Midi*, 17-18 décembre 1944, 2<sup>e</sup> série, 12<sup>e</sup> année.